

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAGRAM

carrière du THOLY

Références : S-25-1174RP

Code AIOT : 0006204186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 sur la carrière du Tholy (88530). L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de 2025 et du suivi des actions correctives mis en place suite à la pollution du « Cellet » en MES (Matière en suspension) constaté lors de la précédente visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAM
- Bois des Ormes 88530 Le Tholy
- Code AIOT : 0006204186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La société SAGRAM est autorisée par arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié à exploiter une carrière de sable sur le territoire de la commune de LE THOLY pour une production annuelle de 149 000 tonnes.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 283/2022/DREAL/UD88 du 31 mars 2022 ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrières.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production	AP Complémentaire du 31/03/2022, article 1.1.4	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.5.1	/	Sans objet
3	Cote d'extraction et phasage	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.3.	/	Sans objet
4	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 31/03/2022, article 1.1.5	/	Sans objet
5	Remodelage des fronts de taille	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Susceptible de suites	Sans objet
6	Garanties financières – acte	AP Complémentaire du 31/03/2022, article 2.1.2	/	Sans objet
7	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.4	/	Sans objet
8	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.4	/	Sans objet
9	Rejet des eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions - bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3	/	Sans objet
11	Eaux de process	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3	/	Sans objet
12	Poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'après plusieurs années, l'exploitant a revu le mode exploitation carrière afin d'avoir des fronts de taille inférieure à 15 m, plus stable, évitant ainsi l'effondrement des banquettes.

L'exploitant a également revu son mode de gestion des eaux de ruissellement par la mise en place de deux nouveaux bassins de décantation au droit du carreau de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2022, article 1.1.4
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale est limitée à 149 000 tonnes.
Constats : L'exploitant a déclaré une production de 95 624 tonnes pour l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.5.1
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords des fouilles ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état. Ce plan est mis à jour une fois par an.
Constats : L'exploitant a transmis le plan d'exploitation le jour de l'inspection. Le relevé topographique date du 31 décembre 2024. Sur ce plan, les nouveaux bassins de décantation des eaux n'y figurent pas car ils ont été créés après le relevé topographique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'exploitation 2025 sous version informatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cote d'extraction et phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.3.
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : Épaisseur d'extraction : <ul style="list-style-type: none">• épaisseur d'extraction maximale : 60 m ;• cote minimale NGF 620 m.
Constats : D'après le plan topographique, la cote minimale d'extraction est aux alentours de 640 mNGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2022, article 1.1.5
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation, pour la période 2025 à 2035, reporté sur le plan en annexe du présent arrêté doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.
Constats : L'exploitant suit le nouveau phasage déterminé dans l'arrêté préfectoral susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remodelage des fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Autre, absence de gradins
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/09/2022 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites.
Prescription contrôlée : <p>« ... A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement... ».</p>
Constats : <p>A ce jour, l'exploitant suit le nouveau phasage prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2022.</p> <p>Depuis plusieurs années, l'exploitant a revu entièrement le mode d'exploitation de la carrière afin d'avoir des fronts de taille inférieure à 15 m, plus stable, évitant ainsi l'effondrement des banquettes.</p> <p>A ce jour, la carrière ne présente plus de front de taille supérieure à 15 m, ce qui a été confirmé par le plan topographique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties financières – acte

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2022, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : <p>Le montant de l'acte de cautionnement pour la période de 2025 à 2030 est fixé à 385 283€ (TP01 nov 2021 = 118,8).</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis un acte de cautionnement d'une valeur de 422 255€ pour la période de 2025/2030.</p> <p>Ce montant a été actualisé en fonction de l'indice TP01 (nov 2024) de 130,2.</p> <p>Le montant actualisé est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès sera interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger sera signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Le site est clôturé avec la présence de portail à l'entrée et à la sortie. La clôture a été vue au droit de la zone restant à décaper (en haut du front de taille - cf photo).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : D'après les constats sur le terrain et le plan d'exploitation, le bord des excavations est situé à 10 m ou plus des limites d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols

Prescription contrôlée :

Les eaux de surverse du dernier bassin de décantation vers le « Cellet » devront respecter les prescriptions suivantes :

- PH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Température < 30°C ;
- MES totaux < 35mg/l ;
- DCO<125 mg/l ;
- Hydrocarbures <10 mg/l.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mgPT/l.

Constats :

Le 20 novembre 2024, l'exploitant fait réaliser une analyse de ses rejets au droit du point de rejet et de la zone de mélange quelques mètres plus bas dans le "Cellet". Les résultats de analyses sont repris dans le tableau suivants :

Paramètres	Point de rejet	Zone de mélange
pH	6,4	6,9
Température	16,9 °C	16,7 °C
MES	42 mg/l	5,7 mg/l
DCO	< 5mg/l	7 mg/l
Hydrocarbures	< 0,1 mg/l	< 0,1 mg/l
Couleur du milieu récepteur,	5 mg Pt/l	< 5 mg Pt/l

L'exploitant respecte les valeurs limite de rejet, excepté pour les MES dépassés légèrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de re-faire une analyse en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des pollutions - bassin de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : <i>« L'ensemble des eaux de ruissellement de la carrière sera canalisé pour rejoindre les bassins de décantation en place. »</i>
Constats : L'exploitant a mis en place deux bassins de récupération au droit du carreau de la carrière. L'un des bassins récupère les eaux pluviales de ruissellement de la carrière et l'autre bassin récupère les eaux "de sources". L'exploitant peut reculer le débit de sortie ces bassins. Ces eaux sont ensuite dirigées vers les 5 bassins de décantation successifs situés en contre bas du site au niveau de la sortie. Au point de rejet des eaux dans le « Cellet », les eaux sont claires. Il n'a pas été constaté de dépôts de matière en suspension en aval du rejet (cf photo en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Eaux de process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Les eaux de process des installations de traitement des matériaux seront intégralement recyclées. Le circuit de recyclage sera conçu de manière à ne pouvoir donner lieu à des pollutions accidentelles.
Constats : L'exploitant prévoit la mise en place d'un nouveau système de traitement des eaux de process : nouveau bassin, système d'ajout de flocculant automatisé...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2005, article 5.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter les émissions et la propagations des poussières.
Constats : L'exploitant a mis en place un nouveau système d'arrosage des pistes.
Type de suites proposées : Sans suite